

N°1070

du 31
OCTOBRE
2017



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Face à un accès aux financements des infrastructures de plus en plus conditionné

De nouvelles dates fixées pour l'application intégrale et concomitante du Règlement 14

P.3 1^{er} congrès statutaire du parti UNIR / Avec une équipe plus décentralisée

Le «réconforté» président Faure garde la main



Faure Gnassingbé, Président de Unir, Président de la République

P.5 FOOTBALL /EQUIPE NATIONALE

Placca Fessou Mèmè et Acolatse Charles convoqués contre l'Île Maurice

P.6 Au Centre hospitalier régional (CHR) d'Atakpamé

Israël aide pour un bloc opératoire et le service des urgences

P.4 Au centre d'une rencontre interministérielle pour être mieux abordé

Le projet «School Assur» a son tarif : une couverture fixe de 30.000 F par élève, contre une caution de 1.750 F

P.3 Revue annuelle 2017 des réformes de l'UEMOA à Lomé

Les chiffres situent l'implémentation par le Togo à 81%

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

www.reformes-togo.com

AZIMUTS INFOS

Facebook dévoile l'Oculus Go, son nouveau casque de réalité virtuelle

Oculus, propriété de Facebook, vient de présenter son nouveau casque de réalité virtuelle nommé Oculus Go. Il est totalement autonome et compatible avec les applications du Samsung Gear VR. Sa sortie est prévue début 2018, au prix de 200 dollars.

Oculus VR (filiale de Facebook) tient actuellement sa quatrième conférence annuelle (Oculus Connect 4) et a profité de cette occasion pour présenter un nouveau modèle de casque de réalité virtuelle, l'Oculus Go. Il marque une étape importante car il s'agit du premier modèle totalement autonome qui n'a pas besoin d'être connecté à un ordinateur, comme les Oculus Rift ou Vive d'HTC ou à un smartphone comme le Gear VR de Samsung ou le Daydream de Google.

L'Oculus Go est équipé d'un affichage LCD WQHD de 2.560 x 1.440 pixels qui offre un champ de vision de 110 degrés. Oculus dit avoir amélioré la netteté de l'image et réduit l'effet de grille (en anglais screen door-effect). Le casque détecte les mouvements de la tête selon trois degrés de liberté, mais il ne peut suivre les déplacements de l'utilisateur.

Le système audio est intégré à l'Oculus Go

Autre nouveauté intéressante, l'intégration d'un système audio spatialisé au niveau de la sangle. Pas besoin donc d'ajouter des écouteurs sur le casque même si Oculus a tout de même prévu une prise 3,5 mm pour ceux qui voudraient s'isoler de tout bruit extérieur.

En ce qui concerne les contenus, l'Oculus Go sera compatible avec les applications existantes du Gear VR que la société a co-développé avec Samsung. À l'avenir, les développeurs de jeux et d'applications pourront créer des titres qui fonctionneront avec ces deux casques sans avoir besoin de les adapter. L'Oculus Go doit sortir début 2018 au tarif de 199 dollars (environ 168 euros au cours actuel). Il est assez probable que le tarif en euros soit le même.

Facebook voit l'avenir en réalité virtuelle

Facebook a de grandes ambitions dans le domaine de la réalité virtuelle qu'il voit comme l'une des prochaines étapes de son expansion. Profitant de la conférence annuelle de sa filiale Oculus VR, le patron du réseau social Mark Zuckerberg a dévoilé une étonnante application de messagerie où les participants dialoguent dans un salon virtuel par avatars interposés.

Facebook a dévoilé le 6 octobre de nouveaux appareils et accessoires pour sa filiale de réalité virtuelle Oculus, dans un effort renouvelé pour accélérer le développement d'une technologie dans laquelle il voit l'avenir de l'informatique.

Lors de la conférence Oculus Connect organisée pour les développeurs à San Jose, le fondateur et PDG du réseau social Mark Zuckerberg a révélé qu'Oculus travaillait sur une nouvelle version plus mobile de son casque de réalité virtuelle, à l'instar de ce que propose Google avec sa plateforme Daydream et ses nouveaux smartphones Pixel.

Contrairement au casque Oculus Rift commercialisé depuis cette année, l'appareil reposant sur un code "Santa Cruz" n'a pas besoin de se brancher sur un ordinateur. "Nous travaillons toujours là-dessus", a-t-il toutefois souligné, prévenant qu'il ne s'agissait encore à ce stade que d'un prototype.

Dans un entretien avec l'AFP, Max Cohen, en charge du mobile chez Oculus, a noté le caractère "crucialement important" d'avoir un casque mobile et fonctionnant de manière indépendante, coûtant idéalement moins cher qu'une tablette iPad, pour assurer le décollage de la réalité virtuelle.

Oculus Touch permet d'avoir des mains virtuelles

"Il y a des limitations au mobile [qui consiste généralement aujourd'hui à ajuster des lunettes sur un smartphone, NDLR], et il y aura des gens qui ne voudront pas acheter un PC pour la réalité virtuelle, même s'il est bon marché", a-t-il indiqué. Et d'ajouter qu'un "format (de casque) fonctionnant de manière indépendante sera l'un des formats les plus puissants et les plus accessibles pour le marché de masse", a-t-il estimé.

En attendant, les consommateurs vont voir arriver dans les prochains mois un nouveau contrôleur baptisé Oculus Touch, un accessoire clé qui leur permettra d'avoir des "mains" dans les mondes virtuels. Il sera expédié dans le monde entier le 6 décembre, avec un prix annoncé de 199 dollars (environ 178 euros au cours actuel).

Le patron d'Oculus, Brendan Iribe, a montré par ailleurs un nouvel ordinateur compatible avec le casque Oculus Rift. Construit par la société Cyberpower et utilisant un processeur AMD, il ne devrait coûter que 499 dollars (environ 446 euros), moitié moins que la plupart des ordinateurs actuellement assez puissants pour gérer les environnements de réalité virtuelle.

Brendan Iribe a aussi annoncé des alliances avec les fabricants d'ordinateurs portables Lenovo et Asus afin de certifier ce type d'appareils pour les équipements Oculus. "La réalité virtuelle devient plus abordable que jamais", a-t-il assuré.

Cette même idée d'une réalité virtuelle plus abordable avait déjà été évoquée plus tôt cette semaine par le géant Google lors de la présentation de son DaydreamView, un casque fabriqué en grande partie en textile et conçu pour s'adapter sur un smartphone, qui sera vendu 79 dollars aux États-Unis.

À titre de comparaison, le casque Oculus Rift coûte actuellement 699 euros, et il faut y ajouter le prix d'un ordinateur suffisamment puissant pour pouvoir s'en servir, qui coûte entre 1.000 et 1.500 euros.

Facebook investit massivement dans la réalité virtuelle

"Nous sommes ici pour faire de la réalité virtuelle la prochaine plateforme informatique majeure, a réaffirmé Mark Zuckerberg. Chez Facebook, c'est une chose à laquelle nous nous engageons vraiment."

Le réseau social, qui avait payé environ deux milliards de dollars pour racheter Oculus en 2014, a déjà investi plus de 250 millions de dollars dans le développement de contenus et a encore budgété 250 millions supplémentaires, a précisé Mark Zuckerberg. Une série de nouveaux jeux vidéo qui sortiront en même temps que les contrôleurs Touch étaient aussi présentés à la conférence. Au-delà des jeux, Mark Zuckerberg s'est par ailleurs efforcé de démontrer les usages "sociaux" potentiels de la réalité virtuelle.

Pendant qu'il était sur scène, il a lui-même mis un casque Oculus Rift pour aller retrouver virtuellement deux de ses collègues au fond de l'océan et à la surface de Mars, et discuter entretemps durant un appel vidéo avec sa femme Priscilla. Il a également pris un selfie avec cette dernière dans le monde virtuel qu'il a publié en temps réel sur son profil dans le réseau social.

Exposition/Goethe Institut

Martin Luther - 500 ans de réforme protestante

Le 31 octobre 2017 marque le 500ème anniversaire de la Réforme protestante. Contrairement aux siècles précédents, la fête sera caractérisée par la tolérance, la liberté et l'occuménisme. Il n'y aura pas de démarcation nationale ou confessionnelle. Ce qui met en relief l'influence de la Réforme non seulement sur l'Allemagne mais sur le monde entier.

Martin Luther est né en 1483. Il était le second enfant d'une famille de neuf enfants. Il est né à Eisleben. Il grandit dans une modeste prospérité, ce qui lui permit de réaliser le vœu de son père et de commencer des études de droit. Il abandonne ses études de droit, à peine commencées, pour entrer dans l'ordre des Augustiner-

Eremiten en 1505 et pour passer sa vie future comme moine. Par ordre du cardinal de Brandebourg, l'indulgence de Peter était commercialisée à partir de 1515. En échange d'une somme d'argent, le croyant pouvait s'acheter une lettre d'indulgence qui le sauverait d'une punition de pénitence dans le purgatoire. Les recettes servaient au financement de Saint-Pierre de Rome. Luther critiqua cette pratique des indulgences et se sentit obligé d'agir contre cette injustice. Le 31 octobre 1517 il publiait donc ses célèbres thèses contre l'abus de l'indulgence en les apposant - selon l'histoire telle que livrée - sur la porte de l'église de Wittenberg. Cet événement déclencha la Ré-



forme de l'église. Ainsi, dans le christianisme il y a dorénavant une distinction entre la confession des protestants et celle de l'église catholique.

Le Goethe-Institut Lomé, offre, aux élèves des classes d'allemand de Lomé, la possibilité de

visiter cette exposition d'une manière particulière. Les connaissances concernant Martin Luther et la Réforme protestante seront transmises par un "Lutherbound". Le "Lutherbound" est un rallye numérique interactif qui se joue sur iPad. Un iPad sera donc mis à la disposition de tous les participants pour qu'ils puissent participer au quiz. Les élèves qui obtiendront les meilleurs résultats au cours du jeu du "Lutherbound", recevront des prix du Goethe-Institut.

Date : Mardi 31 octobre au mardi 07 novembre 2017

MÉDIAS

Le Magazine littéraire passe à une nouvelle formule

La nouvelle formule du Magazine Littéraire paraîtra le 18 décembre, rebaptisée Le Nouveau Magazine Littéraire, et se veut un média, papier et web, aux idées progressistes.

Raphaël Glucksmann, le nouveau directeur a confirmé sur Facebook qu'il allait diriger la nouvelle version du Magazine Littéraire.

"Je suis heureux de vous annoncer la très prochaine naissance, le 18 décembre, du Nouveau Magazine Littéraire. L'aventure m'enthousiasme au plus haut point et j'espère que vous y participerez!" explique-t-il sur le réseau social le fils du philosophe et essayiste André Glucksmann.

Le Magazine littéraire, mensuel créé en 1966, va être rebaptisé Le Nouveau Magazine Littéraire ("NML" pour les intimes comme le dit son nouveau directeur) à compter du mois prochain. Imprimé à 47000 exemplaires en moyenne et vendu en kiosques à 22000 exemplaires, il connaît une baisse régulière de sa diffusion depuis plusieurs années.

Le propriétaire Claude Perdriel veut l'adapter à son époque et en faire un journal bi-média, avec un nouveau site web. Editorialement,

le changement sera également visible puisqu'il s'agit d'en faire un média ouvert aux progressistes.

En rachetant la totalité des parts du groupe Sophia Publications, dont il était actionnaire à 50% depuis 2014, Claude Perdriel était devenu propriétaire des titres Histoire, Historia, La Recherche et Le Magazine Littéraire en 2016.

"Pendant de trop longues années, les" intellectuels-(dits)-de-gauche" - ce qui semblait être un pléonasmes il y a quarante ans est presque devenu une contradiction - ont cédé du terrain, abandonné des mots, délaissé des causes, opté pour le nombrilisme et le défaitisme, le nombrilisme défaitiste et le défaitisme nombriliste" explique Raphaël Glucksmann qui veut tourner la page et "retrouver le goût de l'aventure intellectuelle collective", renouer avec l'empathie qui est au cœur de la création littéraire comme de l'esprit humaniste", "revisiter, repenser, réinventer l'Europe et le monde", "en finir avec les esprits douaniers, de décloisonner la littérature, le cinéma, la philosophie, la sociologie, l'histoire, la géographie ou la science" et "construire une maison commune."

Prix

Daniel Rondeau : lauréat du Grand prix du roman

Les Académiciens ont récompensé le roman Mécaniques du chaos (éd. Grasset) de Daniel Rondeau ce jeudi 26 octobre.

Le choix fut difficile entre les quatre finalistes puisque c'est au 3e tour du scrutin, à 13 voix contre 12 pour Yannick Haenel (Tiens ferme ta couronne, éd. Gallimard) et 1 voix pour Louis-Philippe Dalembert (Avant que les ombres s'effacent, éd. Sabine Wespieser) que Daniel Rondeau a emporté le prix, accompagné de la somme de 10 000 euros.

Le roman, qui se fait " archéo-

logie du djihad", avait fait l'objet d'une critique pour Le Magazine Littéraire (n°583), dans laquelle Jean-Claude Perrier expliquait : " Mécaniques du chaos peut se lire comme un thriller géopolitique tristement actuel, mais Daniel Rondeau, mettant à contribution ses lectures, ses voyages, son expérience du terrain et certaines situations rencontrées, veut aller plus loin. Sans lourdeur, il tente d'expliquer les origines de ce choc de civilisations qui secoue notre monde."

Cinéma

Kevin Spacey accusé de pédophilie

Des célébrités racontent avoir été victimes d'agression sexuelle quand elles étaient mineures. Accusé, l'acteur Kevin Spacey a demandé pardon, tout en assurant ne se souvenir de rien.

Depuis l'affaire Harvey Weinstein, il n'est pas un jour sans qu'une nouvelle accusation d'agression sexuelle ou de viol soit lancée à l'encontre d'un représentant de l'industrie du cinéma. Aux États-Unis, alors que la liste des femmes accusant le producteur américain ne cesse de s'allonger, d'autres voix tentent de se faire entendre : celles d'enfants stars.

Anthony Papp, aujourd'hui âgé de 46 ans, fut l'un d'eux. Principalement connu pour son rôle dans la version originale de la comédie musicale de Broadway Rent, il a raconté, lundi 30 octobre, sur le site Buzzfeed News, comment, en 1986, l'acteur Kevin Spacey aurait tenté de l'agresser sexuellement lors d'une soirée organisée dans son appartement new-yorkais. Il était alors âgé de 14 ans.

Face à ces accusations - con-



trairement à Harvey Weinstein, Kevin Spacey, deux fois récompensé par un Oscar et personnage principal de la série House of Cards, n'a pas nié sa responsabilité, mais simplement assuré sur Twitter qu'il ne se souvenait plus des faits : " Si je me suis comporté comme [Anthony Papp] le décrit, je lui dois mes excuses les plus sincères pour ce qui aurait été une attitude en état d'ébriété des plus inappropriées", a-t-il écrit. Dans le même communiqué, l'acteur révèle également son homosexualité, un " coming out " jugé par certains inapproprié dans sa forme.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

1^{er} congrès statutaire du parti UNIR / Avec une équipe plus décentralisée

Le «réconforté» président Faure garde la main

Late Pater

Jusqu'à la veille, toutes les rumeurs le dessaisissaient de la tête du parti qu'il a créé le 14 avril 2012 après avoir obtenu la dissolution du Rassemblement du peuple togolais (RPT). Des opposants l'ont bien rêvé et l'ont clamé parce que «dans un pays normal, vous démissionnez de la tête de votre parti dès que vous devenez président de la République, comme cela se fait ailleurs, pour ne plus paraître partisan». En face, on ironisait et on s'en moquait : seulement que Faure Gnassingbé n'était pas président de parti quand il est arrivé au pouvoir ; il l'est devenu. Qu'à cela ne tienne, il était aussi palpable que les anciens, héritiers vivants du RPT, et les nouveaux, qui ne s'en réclament guère, se combattaient au sein du même système au pouvoir. L'autre source du rêve se trouvait aussi là car les «aigris» faisaient trop de bruits dans l'ombre. Ce qui influence négativement le bon fonctionnement de l'Etat. Tout donne l'impression d'un branlebas, d'une agitation souvent désordonnée au sein du parti. Au point où, dans la conscience collective, UNIR et, par ricochet, tout l'appareil d'Etat donnent l'image d'un navire sans gouvernail. De loin ou de près (c'est selon), le président du parti, Faure Gnassingbé, observait. Et l'un des messages forts qu'il a tenus à délivrer aux congressistes recommande d'oublier les vieilles querelles et à accepter



Le Président Faure Gnassingbé lors de son allocution aux congressistes

les différences, d'oublier que «tel est ancien, tel est nouveau». «Non, anciens ou nouveaux, nous sommes aujourd'hui tous militants du parti UNIR et nous voulons le bien du Togo. Travaillons, travaillez pour que nous soyons efficaces au service de notre pays, au service du Togo. Pour nous, c'est ce qui compte le plus», leur a-t-il lancé. En clair, et en toute logique, «une bonne partie des solutions (nldr, à l'actuelle crise que traverse le Togo) se trouve au sein de notre parti», selon les mots

du président du parti. Surtout que «les temps que nous vivons ne sont pas faciles», «c'est vrai, notre Nation traverse des difficultés, nous avons connu d'autres et nous en connaissons d'autres, mais, à chaque fois, il faut faire preuve de courage, de patience et de force pour surmonter l'épreuve et je sais que nous en sommes capables».

A la fin du congrès de Tsévié, les 28 et 29 octobre 2017, Faure Gnassingbé garde la main. Lui qui se dit plus reconforté qu'avant. «Votre accueil me reconforte», a

déclaré Faure Gnassingbé aux plus de deux mille délégués venus de toutes les préfectures du pays et de la diaspora. Dans la capitale de la région Maritime, Tsévié, le Président de la République, président du parti Union pour la République (UNIR), attendu jusque-là sur la question, n'a pas oublié l'actualité politique dans le pays, demandant aux populations togolaises de «faire preuve de courage pour surmonter les difficultés». «Nous avons suffisamment démontré que nous sommes forts, nous sommes confiants et nous sommes optimistes quant à l'avenir de notre pays grâce à Dieu ; nous avons la chance, nous avons l'honneur d'être responsables des institutions les plus importantes de notre pays ; le peuple nous a confié la présidence et une majorité parlementaire que nous devons respecter (...).», a-t-il ajouté. Et il ironise sur sa personne, en accusant «ceux qui intoxiquent» d'avoir trouvé «des alliés» dans la technologie : «on peut transformer une chose juste, ou alors un homme simple comme moi en dictateur sanguinaire. J'ai découvert que j'étais un dictateur sanguinaire». Allusion faite à la «guerre sur les réseaux sociaux». «La vérité finit toujours par triompher», a fait savoir Faure Gnassingbé.

Visiblement, tout est revenu sur terre. Le cap est mis sur le référendum prévu par le gouvernement, et soutenu par ce 1^{er} congrès statutaire, pour faire aboutir la

réforme constitutionnelle, notamment la limitation à deux du mandat du Président de la République et le retour au mode de scrutin à deux tours. Placé sous le thème «Unir nos énergies pour le développement harmonieux du pays», le congrès a ainsi permis de mettre fin à l'équipe dirigeante provisoire. «Ce premier congrès est le lieu privilégié ; il offre, en effet, un cadre de réflexion pour définir de nouveaux modes d'actions ainsi que les principes et valeurs devant régir les relations entre le militant et le parti, et assoir définitivement les principaux organes

innovante à notre approche de la gouvernance au sein du parti UNIR, en l'occurrence», a déclaré le militant Komri Sélom Klassou, Premier ministre. Réaffirmant l'engagement du président Faure Gnassingbé à traduire dans les faits les résultats issus des assises de ce 1^{er} congrès statutaire du parti UNIR. Et justement, une résolution relative à l'élaboration d'une charte d'éthique, des valeurs et de bonne conduite a été adoptée par les congressistes pour plus de discipline et de respect de la hiérarchie au sein du parti. Ravis, les congressistes ont émis le vœu que cette



Le nouveau bureau du parti Unir posant avec le PM Sélom Klassou (milieu)

de direction et d'organisation tant au niveau national qu'international», a déclaré Sélom Komi Klassou, à l'ouverture des travaux.

Quatre temps forts ont marqué la fin des travaux : la présentation du rapport général du congrès, les motions de remerciement, la présentation des membres du nouveau bureau national et le discours de clôture du congrès. «Les résultats auxquels nous sommes parvenus retiennent toute notre attention car ils répondent réellement aux préoccupations exprimées ; nous nous félicitons particulièrement de la prise en compte des grandes orientations définies par le président du parti, orientations qui doivent imprimer une marque

charte d'éthique soit vite traduite dans les faits pour une vie harmonieuse de tous.

Des modifications très profondes caractérisent le nouveau bureau national composé des vice-présidents régionaux (Savanes, Centrale, Plateaux et Maritime), d'un Secrétaire exécutif et d'une Trésorière générale. Le président Fondateur Faure Gnassingbé conserve le poste de Président national. Les vice-présidents de la région de la Kara et du Grand Lomé seront nommés par le président du parti dans les jours à venir conformément à certaines dispositions des nouveaux statuts adoptés à l'issue du congrès.

Revue annuelle 2017 des réformes de l'UEMOA à Lomé

Les chiffres situent l'implémentation par le Togo à 81%

Depuis sa création, l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) s'est entreprise d'œuvrer pour la réalisation des objectifs du Traité, c'est-à-dire créer un environnement juridique rationnel et harmonisé dans le cadre d'un marché commun ouvert et compétitif, à travers la mise en œuvre de ses diverses composantes, notamment les réformes, les programmes ainsi que les projets de développement communautaire. L'édition 2017 de la Revue annuelle, tenue hier lundi 30 octobre à Lomé, a permis d'apprécier les efforts consentis par le Togo dans l'exécution de ces composantes et de poser des bases de discussions sur les difficultés ainsi que les pistes de solutions à envisager afin d'atteindre les objectifs fixés par la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement dans le Traité.

Suivant les mots de Kossi Tofio, directeur de cabinet au ministère de l'Economie et des finances, intervenant au nom de son ministre à l'ouverture des travaux, le Togo a pris un certain nombre de mesures, à la suite de la revue de



Kossi Tofio, Directeur de cabinet du Ministre de l'Economie et des finances

2015. Il s'agit de l'adoption : de la loi portant égalité de traitement des étudiants étrangers ressortissants de l'UEMOA dans la détermination des conditions et des droits d'accès aux Institutions publiques d'enseignement supérieur le 27 septembre 2017 ; du décret portant règlement général sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics le 04 mai 2016 ; du décret portant institution de l'audit de sécurité routière au Togo le 04 mai 2017 ; du décret portant institution et organisation du système d'infor-

mation sur les accidents de la circulation routière au Togo le 04 mai 2017 ; du décret relatif au contrôle technique automobile au Togo le 22 juin 2017 ; du décret portant institution du schéma de gestion de la sécurité routière au Togo le 22 juin 2017 ; et de l'arrêté interministériel portant procédure d'ouverture, modalités de fonctionnement et d'exploitation d'établissements privés d'enseignement de la conduite des véhicules automobiles (Auto-écoles) le 11 août 2014.

«Ces actions entreprises par le Gouvernement ont porté leurs

fruits, pourrait-on dire, puisque selon les statistiques sur un ensemble de 108 réformes engagées par l'Union, le taux de transposition se situe à 81%, soit 87 réformes effectuées. Le processus d'implémentation des budgets programmes au Togo se poursuit par la prise des mesures nécessaires pour la mise en œuvre de cette réforme dans les délais fixés par l'UEMOA. Les ministères sont à la phase d'actualisation de leurs budgets programmes pour la période 2017-2019 et, conformément à la loi de finances 2018 en cours d'élaboration. Dans ce cadre, des actions de renforcement de capacités ont été entreprises au niveau des ministères sectoriels. D'autres mesures peuvent être signalées, notamment la mise en place des groupes techniques pour mener des réflexions sur l'élaboration des textes et des instructions complémentaires concernant les nouvelles attributions des ordonnateurs et des responsables de programmes», souligne M. Tofio. Avant d'admettre que le chemin reste encore assez long à parcourir.

Les travaux exécutés à 17% (officiellement)

Le nouveau port de pêche de Lomé attendu en février 2019

Le 25 avril 2017, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé donnait le premier coup de pioche marquant le démarrage des travaux du nouveau port de Lomé. Sept (7) mois plus tard, les travaux vont bon train, pointe le portail Republiq.togolaise.com. C'est le constat qu'est allé faire, jeudi 26 octobre, le ministre de l'Agriculture, le Col Ouro Koura Agadazi. Selon les explications des équipes techniques, les ouvrages ont été réalisés à 17% et répondent au chronogramme fixé.

Satisfait du membre du gouvernement : «les choses vont très vite. Nous espérons qu'en février 2019, nous allons (...) procéder à la réception de l'ouvrage auprès des

compagnies japonaises pour le remettre aux bénéficiaires que sont les pêcheurs», a déclaré le Col Ouro Koura Agadazi cité par la même source.

L'initiative de la construction d'un nouveau port de pêche, rappelle-t-on officiellement, est née suite aux travaux d'agrandissement du Port Autonome de Lomé, ce qui a sensiblement réduit l'espace d'activités des pêcheurs. La pêche contribue à 4,5% au secteur primaire et à 1,6% du PIB National. Le gouvernement souhaite donc améliorer ses chiffres. Dix-sept (17) milliards de FCFA, mobilisés par le gouvernement et la Coopération japonaise, seront nécessaires à sa réalisation.

Face à un accès aux financements des infrastructures de plus en plus conditionné

De nouvelles dates fixées pour l'application intégrale et concomitante du Règlement 14

Late Pater

Les ministres en charge des Infrastructures et du transport routiers des Etats membres de l'UEMOA, du Ghana et de la Guinée étaient en concertation, à Abidjan le 28 septembre 2017, autour de la mise en application du Règlement 14 relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans l'espace communautaire. Et ce, sur invitation de l'UEMOA, en collaboration avec l'Union européenne. Ce Règlement 14 est édicté depuis le 16 décembre 2005, mais peine à être appliqué à cause d'une concurrence déloyale entre les Ports et les plateformes industrielles des Etats. Chemin faisant, le 19 juin 2015, les ministres avaient convenu d'une application de toutes les dispositions du Règlement 14 au 1^{er} juin 2016 ; le 23 septembre 2016, ils se sont prononcés à nouveau pour son application intégrale et concomitante dès le 1^{er} avril 2017. Mais rien ! A Abidjan, ils refont le constat d'un «retard considérable» accusé dans l'application du Règlement 14 alors même que «la route demeure le principal support de transport avec environ plus de 90% du trafic voyageurs et de biens, notamment en Afrique de l'ouest, et que la surcharge des véhicules poids lourds de transport de marchandises constitue l'une des principales causes de la réduction de la durée de vie des routes de la sous-région». Au niveau de l'UEMOA, on s'en préoccupe davantage dans la mesure où «l'accès aux financements destinés aux infrastructures et transports routiers est de plus en plus conditionné par la mise en place de mesures effectives visant à la préservation du patrimoine routier dans les Etats». Surtout venant de l'Union européenne.

Selon la réunion des ministres, plusieurs causes sous-tendent les difficultés d'application intégrale et concomitante du Règlement 14. Entre autres, des disparités de seuils de tolérances et d'amendes : globalement, les niveaux des amendes appliquées sont disparates, faibles et donc peu dissuasifs, conduisant les transporteurs, dans certains cas, à intégrer les amendes à payer pour cause de surcharge dans leurs coûts de revient ; l'absence de délestage : dans son principe, le délestage est le levier le plus contraignant pour le transporteur et consiste à décharger sur le site de pesage/transborder, sur un autre camion, le poids supérieur à la norme—s'il est appliqué avec rigueur, il constitue le meilleur moyen pour éradiquer la surcharge sur les routes de la sous-région ; la persistance et le nombre élevé de points de contrôle sur les corridors ; les impacts socio-économiques de l'application du Règlement 14 ; le retard dans la mise en place des mesures d'accompagne-



Les ministres en charge des Infrastructures et des Transports lors de la réunion d'Abidjan

ment au profit des transporteurs dont certains perçoivent parfois comme une conditionnalité liée à l'application du Règlement 14. Enfin, la faible implication des ports et plateformes générant plus de 200.000 tonnes de fret par an : le Règlement 14 oblige ceux-ci à s'équiper en pese-essieux fixes et à procéder à la vérification des poids et gabarits des véhicules à l'intérieur des enceintes. Il apparaît, de toute évidence, plus aisé de mettre les camions en conformité à l'origine du chargement. Cependant, les ports qui appliquent le Règlement 14 (R14) dénoncent régulièrement des baisses de trafic au profit des ports voisins qui ne respectent pas les dispositions du Règlement communautaire.

En clair, 12 ans après, l'application du Règlement 14 par les Etats reste en deçà des résultats escomptés ; l'extrême surcharge reste à un niveau élevé. Ainsi, à travers les ministres, et en ce qui concerne les modalités de mise en œuvre du Règlement 14, les Etats s'engagent à mettre en place, dans un délai de 3 mois à compter de la Déclaration d'Abidjan du 28 septembre 2017, un Comité interministériel (qui se réunira 2 fois par an) comprenant les ministres des infrastructures, des transports, de la défense, de la sécurité, de l'économie et des finances, de l'industrie et du commerce, chargé de la coordination des actions de mise en application du R14 ; et un Comité national de suivi de l'application du R14 comprenant tous les experts et acteurs impliqués dans le secteur des transports et des infrastructures. Au niveau technique, les ports, les plateformes générant un trafic de plus de 200.000 t/an et les stations de pesage situées sur les corridors routiers, à compter du 1^{er} novembre 2017, procèdent au pesage du Poids total autorisé en charge (PTAC) et de la charge à l'essieu et s'assurent de la conformité du chargement avec les dispositions du R14—aucun véhicule en situation d'extrême surcharge ne pourra quitter l'enceinte portuaire ; procèdent au contrôle du gabarit et s'assurent de la conformité du chargement avec les dispositions du R14 avant de laisser le véhicule quitter la plateforme muni des documents attestant le poids chargé ; à compter du 1^{er} avril 2018, procèdent à l'évaluation de la mise en œuvre de la mesure pour identifier les avancées et les contraintes afin d'aller à l'application intégrale et concomitante du R14 ; délivrent un certificat de conformité au véhicule et conforme au R14 et empêchent par tous les

moyens la sortie de l'enceinte portuaire et des plateformes de tout véhicule chargé non conforme au R14. Et tous les ports et plateformes seront soumis au régime de sanctions pour défaut d'application du R14. Tout manquement par les ports et les plateformes à l'obligation de s'équiper en pese-essieux est passible d'une amende au plus tard le 1^{er} avril 2018.

Pour toutes les plateformes, les équipements de pesée feront l'objet de contrôles réguliers par les organes nationaux de contrôle-vérification des instruments de mesure, pour s'assurer de leur bon fonctionnement et de leur fiabilité ; les statistiques brutes de pesée journalières seront transmises trimestriellement au point focal national chargé du suivi de l'application du R14, à compter du 1^{er} décembre 2017. Et en ce qui concerne les mesures d'accompagnement nécessaires, les Etats s'engagent à les mettre en œuvre, au plus tard le 1^{er} janvier 2019, notamment la limitation du nombre de points de contrôle indépendamment de ceux liés à la sécurité des Etats, le renouvellement du parc de camions, la limitation des délais de passage portuaires, l'accès au fret (ces mesures ne sont pas des conditions à l'application du R14) ; à

communiquer à la Commission de l'UEMOA, au plus tard ce 1^{er} novembre 2017, le nombre indicatif et la liste des points de contrôle des véhicules de transport par corridor routier ; à poursuivre l'amélioration de la gouvernance du secteur des transports dans l'espace communautaire ; à mettre en œuvre des initiatives innovantes dans le cadre des mesures d'accompagnement, à l'échelle communautaire notamment.

En matière de contrôle suivi-évaluation, les Etats s'engagent à se soumettre au mécanisme mis en place par la Commission de l'UEMOA ; et à fournir, chaque trimestre à la Commission, les statistiques brutes de pesée journalière de tous les postes de pesage. Ils s'engagent, en outre, à procéder à une large diffusion de la Déclaration d'Abidjan auprès de tous les acteurs, du

28 septembre au 31 octobre 2017. La Commission, elle, est invitée à accompagner les Etats dans la mise en application des réformes en matière de facilitation du transport et du transit routiers ; à poursuivre la mise en place du dispositif indépendant de contrôle et de suivi-évaluation de l'application du Règlement 14, au plus tard le 1^{er} avril 2018, avec notamment la publication trimestrielle des statistiques relatives à la surcharge routière dans l'espace communautaire, l'instauration du prix d'excellence de l'application du Règlement 14, l'instauration d'un système de notation/évaluation des Etats et le reporting/réédition au conseil des ministres statutaire ; à poursuivre l'accompagnement des Etats dans le développement du transport ferroviaire et fluvial devant servir d'alternative au transport routier, etc.

Au centre d'une rencontre interministérielle pour être mieux abordé Le projet «School Assur» a son tarif : une couverture fixe de 30.000 F par élève, contre une caution de 1.750 F

Jean AFOLABI

Officiellement, depuis le 23 mars 2016, 600 sollicitations ont été enregistrées dans le cadre de l'assurance FNFI. Le montant global à payer aux formations sanitaires est de 436.660 francs Cfa, dont 191.555 francs Cfa sont payés. Certains bénéficiaires préfinancent leur prise en charge médicale et se font rembourser par le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) à cause de certains caprices des prestataires. En clair, ce n'est pas sans soucis que le dispositif fonctionne. Pendant qu'un autre projet similaire est lancé au bénéfice des élèves du secteur public. C'est là tout le sens de la rencontre d'échanges sur l'assurance FNFI récemment tenue au ministère de la Santé et de la protection sociale, entre le ministre Moustafa Mijiyawa et ses collègues Komi Paalamwé Tchakpélé des Enseignements primaire et secondaire, et Houdalo Assih, Secrétaire d'Etat en

charge de l'inclusion financière. A en croire le service de communication du ministère de la Santé, la rencontre fait suite à une recommandation de la réunion de cabinet, tenue le 23 octobre dernier, au cours de laquelle la directrice des Etablissements de soins, Docteur Baba Amivi, a présenté ladite assurance dont «les résultats sont loin des attentes».

En initiant la rencontre d'échanges, il s'est agi pour le ministre Moustafa Mijiyawa de mieux comprendre les réalités qui entourent cette assurance afin de mieux aborder la nouvelle assurance scolaire «School Assur» ; tirer les leçons pour une meilleure mise en œuvre de «School Assur», lancée le 30 août 2017.

Le FNFI est destiné aux activités génératrices de revenus. La valeur de la couverture sociale varie de 5.000 francs à 15.000 francs, précisément 5.000 francs pour les bénéficiaires de 30.000 francs, 10.000 francs pour les bénéficiaires de 100.000 francs à 150.000 francs, et

15.000 francs pour les bénéficiaires de 300.000 francs. L'assurance couvre la période de remboursement qui varie entre 6 mois et 12 mois selon le crédit. A cet effet, la convention de partenariat a été signée le 22 mars 2016 entre le ministère de la Santé et celui du Développement à la base. La solution de gestion se fait par l'opérateur Togocoel pour fluidifier la prise en charge des bénéficiaires à travers le système de «call flow», un système de communication entre les prestataires de service de santé et le FNFI sur une flotte.

Selon la même source, il en sera de même pour le projet de l'assurance «School Assur»—pilote par le Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière—avec une couverture fixe de 30.000 francs Cfa par enfant régulièrement inscrit dans un établissement public, contre une caution de 1.750 francs Cfa. A noter que des tournées ont été organisées pour des rencontres avec les directeurs régionaux et préfectoraux de la santé.

Un total de 350 kits téléphoniques a été également distribué aux formations sanitaires. 50 volontaires ont été déployés pour appuyer les formations sanitaires pilotes dans la mise en œuvre du projet et seront sous la responsabilité des directeurs préfectoraux.

A la fin des échanges, il a été recommandé de mettre en place, dans les meilleurs délais, un comité de pilotage pour le suivi de la mise en œuvre de ladite assurance. En attendant ce comité de pilotage, il sera mis en place un comité technique, par arrêté interministériel, avec un cahier de charges bien défini, chargé de proposer des solutions pour améliorer la mise en œuvre dudit projet. Ces recommandations doivent être effectivement exécutées pour permettre de «rattraper le temps perdu» et d'accélérer la mise en œuvre afin de tirer des leçons pour la réussite de «School Assur».

Plutôt qu'une réadmission à la CEDEAO

Accord d'association avec la Mauritanie

Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, président en exercice du conseil des ministres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), a présidé le 27 octobre à Nouakchott, en Mauritanie, la première session du conseil d'association entre la Mauritanie et l'organisation ouest-africaine. Il est rappelé que la Mauritanie et la Cédéao ont signé en août dernier à Lomé un accord d'association. L'organisation aurait préféré que Nouakchott présente un dossier de réad-

mission, mais finalement la solution de statut d'Etat associé a été validée, précise le ministère togolais des Affaires étrangères. Le pays avait quitté l'ensemble ouest-africain il y a 17 ans. L'accord est devenu effectif ; reste à en fixer les modalités et la mise en œuvre avant une ratification formelle, souligne-t-on.

Le Conseil a souligné l'importance de cette association qui contribuera à accroître les échanges commerciaux entre les Etats, stimuler l'investissement et le développement en Mauritanie, souligne un communiqué publié dimanche. La Mauritanie



Robert Dussey reçu par Mohamed Ould Abdel Aziz

devrait rapidement adhérer au Tarif Extérieur Commun (TEC) et au Schéma de libéralisation des échanges (SLE).

Côté mauritanien, plusieurs personnalités ont participé au conseil d'association parmi lesquelles Naha

Mint Hamdi Ould Mouknass, le ministre du Commerce et de l'Industrie, et Isselkou Ahmed Izud Bih, le chef de la diplomatie. Lors de son séjour à Nouakchott, Robert Dussey a été reçu par le président Mohamed Ould Abdel Aziz.

FOOTBALL /EQUIPE NATIONALE

Placca Fessou Mèmè et Acolatse Charles convoqués contre l'Île Maurice

Auteur d'un excellent début de saison avec le KFCO Beerschot Wilrijk, Placca Fessou Euloge va retrouver la sélection nationale du Togo à la faveur de la fenêtre FIFA du 6 au 14 novembre 2017 et le match amical contre l'île Maurice à Lomé.

Hervé A.

L'actuel meilleur buteur de la Proximus League (D2 Belge) avec 7 buts est appelé par le Sélectionneur Claude Le Roy pour cette confrontation qui marque le dernier match de l'Equipe nationale pour cette année 2017.

La dernière apparition de l'ancien joueur d'Agaza en Equipe nationale remonte au mois de septembre 2016 lors de la réception de Djibouti à Lomé.

De son côté, Charles Koffi Acolatse, ancien joueur du Vendée Poirée sur Vie Football qui a signé l'été dernier avec l'ACS Foresta Suceava, formation de deuxième division roumaine va faire ses premières gammes avec l'Equipe nationale.

Pour le reste de la liste, on note très peu de changements. Le capi-

taine Adebayor Shéji et Floyd Ayité absents lors du match contre l'Iran en octobre ont été convoqués. Par contre Womé Dové et Komlan Agbègnian ont été recalés.

Liste des joueurs convoqués :

Gardiens: Sabirou Bassa-Djeri (Gbikinti), Dida Alhassani (Liberty, Ghana) ; Défenseurs: Djene Dakonam (Getafe, Espagne), Timothée Koudo (Planète Foot), Kouloun Maklibè (Dyto), Sadate Ouro-Akoriko (Amazulu, Afrique du Sud), Steve Lawson (Xamas, Suisse), Hakim Ouro-Sama (AS Togo Port), Issifou Bourahana (AS Togo Port) ; Milieux : Charles Acolatse (Foresta Suceava, Roumanie), Floyd Ayité (Fullm, Angleterre), Matthieu Dossevi (Metz, France), Franco Atchou (Stade Malien, Mali), Lalawele Atakora (Adana Demirspor, Turquie), Ihlas Bebou (Hanovre, Allemagne),



Guillaume Yénoussi (Dyto) ; Attaquants : Emmanuel Adebayor (Istanbul Basaksehir, Turquie), Fo Doh Laba (Berkane, Maroc), Peniel Mapa (Dresden, Allemagne), Fessou Placca (KFCO Beerschot, Belgique).

Raiola dénonce un racisme contre les footballeurs noirs

Dans une interview accordée au quotidien Suédois Expressen, le célèbre agent de joueur Mino Raiola déplore le sort réservé aux footballeurs noirs dans le foot-business. Pour lui, ces joueurs sont victimes du racisme "Pas de discrimination dans le football ? Quelle blague. Il y a bien un racisme contre les footballeurs noirs. Quand je donne le nom d'un joueur, on me demande toujours s'il est blanc ou noir", a-t-il confié.

Selon lui, les joueurs noirs sont toujours stéréotypés et comparés avec les autres. " Est-il comme Pogba ? Est-il comme Lukaku ? Est-il comme Balotelli ? J'ai discuté avec la maman de Romelu. Elle m'a raconté qu'elle apportait l'acte de naissance de son fils lors des matchs de jeunes. Les gens ne croyaient jamais que Romelu avait 12 ou 14 ans. Il y avait aussi un problème s'il inscrivait plusieurs buts au cours d'une même rencontre", dit-il.

A rappeler que Mino Raiola est l'agent des célébrités comme Mario Balotelli, Romelu Lukaku, Zlatan Ibrahimovic, Paul Pogba.

Les débuts très réussis de Claude Puel

Fraîchement nommé entraîneur de Leicester City, Claude Puel officiait pour la première fois en Premier League en tant que coach des Foxes. Le Français a très bien effectué ses débuts en l'emportant contre Everton (2-0).

Dimanche, Claude Puel officiait pour la première fois sur le banc de Leicester City contre Everton au King Power Stadium. L'attente était grande et les Foxes l'ont emporté par deux buts d'écart (2-0), ce qui leur permet aujourd'hui de se classer à la onzième position en Premier League. Un baptême du feu réussi donc pour l'ancien entraîneur de l'OGC Nice, de l'Olympique Lyonnais mais aussi de Sunderland, outre Manche d'où il a été débarqué le 14 juin dernier.

Sans club depuis, le Français ne pouvait que se réjouir de la victoire des siens ce dimanche. " On a mis beaucoup de qualité en première période et énormément de solidarité en seconde. C'est donc un vrai match complet. C'est positif de débiter par un succès à domicile et de continuer sur une bonne dynamique, puisqu'on restait sur deux succès ", a indiqué le nouvel entraîneur de Leicester City juste après la rencontre face aux Toffees.

Les incroyables statistiques de Nabil Fekir

L'Olympique Lyonnais s'est encore appuyé sur son leader Nabil Fekir pour s'imposer face au FC Metz hier. Le capitaine des Gones réalise son meilleur début de saison. Gros plan.

L'Olympique Lyonnais peut lui dire merci. Hier, Nabil Fekir a encore porté son équipe vers la victoire. Le capitaine des Gones a claqué un doublé face au FC Metz au Groupama Stadium. Il s'agit de son troisième doublé de la saison en Ligue 1. Il avait en effet marqué deux buts face à Strasbourg lors de la première journée de championnat (4-0) et deux autres contre l'AS Monaco lors de la neuvième journée.

Avec son nouveau doublé contre les Messins, l'international tricolore a inscrit 9 buts en L1 (1 en Europa League). Il s'agit de son meilleur début de saison. L'an dernier au même stade, il en était à deux réalisations (un doublé contre Montpellier). La saison d'avant, en 2015-2016, il avait planté 4 buts, dont un triplé face à Caen, avant de se blesser avec les Bleus.

En 2014-2015, il en avait aussi marqué 4 au même moment de la saison. Outre ses 9 réalisations, celui qui est le meilleur buteur de l'OL en championnat (3e meilleur buteur de L1 derrière Radamel Falcao et Edinson Cavani) est aussi un redoutable passeur. Nabil Fekir a délivré trois assists depuis le début du championnat, dont deux à destination de Mariano Diaz.

Dans une excellente dynamique, le footballeur âgé de 24 ans a été " impliqué dans 17 buts lors de ses 16 derniers matches de Ligue 1 (12 buts, 5 passes décisives)" d'après Opta Jean. Dans une forme phénoménale, le numéro 18 de Lyon savoure tout en gardant à l'esprit que le collectif prime sur le reste.

EUROPE

Bebou éclipse PEA, Zaha en héros, Baldé Keita ne s'arrête plus

Le Togolais Ihlas Bebou (Hanovre) qui plombe le Borussia avec un doublé, l'Ivoirien Wilfried Zaha qui sauve Crystal Palace, le Sénégalais Baldé Keita qui enchaine avec Monaco.

Titulaire en ce début de saison avec Hanovre 96, Ihlas Bebou a joué un bien vilain tour à Pierre-Emerick Aubameyang et au Borussia Dortmund samedi (4-2). Alors que l'on attendait la Panthère, diminuée mais titulaire, c'est le bu-

teur togolais qui a crevé l'écran en signant un doublé (40e, 86e). Une belle performance pour l'Épervier, auteur de ses 2e et 3e buts de la saison.

Cette performance a permis au joueur de figurer dans l'équipe type de la 10e journée du championnat allemand de première division. Dans un système 4-1-4-1, l'Épervier est placé à la pointe de l'attaque de cette équipe type.

15 jours après son retour sur les terrains, Wilfried Zaha continue

de prouver qu'il est indispensable à Crystal Palace. Alors que son équipe était menée par West Ham samedi en Premier League, notamment après un nouveau but du Ghanéen André Ayew, l'aïlier ivoirien n'a rien lâché et sa persévérance a été récompensée par une égalisation au bout du temps additionnel (90e+7, 2-2). Un but très important puisqu'il s'agit seulement du 4e point glané cette saison par les Eagles, toujours lanterne rouge.

Après avoir eu besoin de temps pour retrouver une condition physique satisfaisante à la suite de son transfert tardif, Baldé Keita est en train de trouver son rythme de croisière du côté de l'ASM. L'attaquant sénégalais a tout simplement été décisif lors des 4 derniers matchs du club princier avec 2 passes décisives et 2 buts. Titulaire en pointe en l'absence de Falcao, l'ancien Lazio a fait mouche sur sa première occasion et ouvert le score à Bordeaux (2-0) samedi.

LIGUE 2

Razak Boukari: "si j'avais été célibataire, je pense que j'aurais arrêté"

Blessé en fin de saison dernière, avant que Châteauroux ne valide sa montée en Ligue 2, Razak Boukari (30 ans) a fait sa première apparition au Havre (1-1), le 20 octobre dernier. C'est un joueur heureux de reprendre la compétition petit à petit qui s'est confié à Goal.com.

Vous voilà de retour sur les terrains, le temps a dû vous sembler long...

Razak Boukari : Oui et non. C'est sûr que j'avais très envie de démarrer le championnat. Je restais sur une fin de saison un peu compliquée. L'année dernière, on jouait la montée et je me suis blessé sur les derniers matches. J'ai repris avec le groupe cet été, mais j'avais toujours mal donc on a décidé d'opérer. On a pris le temps qu'il fallait et maintenant on va dire qu'on fait le nécessaire pour que je puisse démarrer ma saison au mieux.



été prise tardivement, comment avez-vous réagi quand on vous l'a annoncé ?

Dans ma tête, je me suis dit qu'on aurait pu faire ça plus tôt. Si on avait opéré tout de suite, peut-être que j'aurais repris l'entraînement normalement et que j'aurais démarré la saison, mais c'est comme ça... J'ai connu des blessures plus importantes dans ma carrière, et mentalement je suis prêt.

les blessures ne vous ont pas lâché. L'histoire se répète à Châteauroux, comment l'expliquez-vous ?

Franchement, je ne sais pas. Je n'ai rien changé dans mon style de vie. Je pense faire tout ce qu'il faut pour être en forme. Si c'est de la malchance, et bah tant pis. Mais c'est vraiment difficile à expliquer.

Y'a-t-il des moments où vous avez pensé à tout envoyer balader ?

Ah oui ! En Angleterre, c'était très difficile. Déjà la première année, je pense que ma blessure au mollet a été mal gérée. Ensuite, il y a eu toutes ces déchirures à Sochaux, au niveau des ischioles. Je suis revenu, je me suis blessé une bonne fois pour toute. J'en ai eu pour 7-8 mois. J'ai fait une grosse préparation et dès le premier match de championnat un mec m'a écrasé le genou. Je n'ai même pas eu le temps de savourer mon retour qu'on m'avait déjà renvoyé à l'infirmerie. Cette fois-ci, j'en ai eu pour 14 mois, facile, avant de rejouer. Après ça, franchement, il y a eu des moments où je me suis dit que j'allais arrêter parce que je ne voyais pas le bout du tunnel.

C'est le genre de situation qui pèse, en plus, sur la vie personnelle et familiale...

Heureusement que j'avais ma famille derrière. C'est ça qui a fait que j'ai pu tenir. Si j'avais été célibataire, je pense que j'aurais arrêté.

La décision de vous opérer a

En Angleterre ou à Sochaux,

Malgré une baisse constante de la mortalité des moins de 5 ans

7000 nouveau-nés meurent chaque jour

* Au rythme actuel, entre 2017 et 2030, 30 millions de nouveau-nés mourront dans les 28 premiers jours de leur vie.

Chaque jour en 2016, 15 000 enfants sont morts avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire, dont 46% au cours des 28 premiers jours de leur vie, soit 7000 nouveau-nés, selon un nouveau rapport des Nations Unies. Le rapport, intitulé *Levels and Trends in Child Mortality 2017*, [Niveaux et tendances 2017 en matière de mortalité infantile], révèle que le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans n'a jamais été aussi bas (5,6 millions en 2016, contre près de 9,9 millions en 2000), mais s'alarme de l'augmentation de la proportion des décès d'enfants de moins de 5 ans intervenus durant les 28 premiers jours de vie, qui est passée de 41% à 46% au cours de la même période. «*Quelque 50 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans ont été sauvés depuis 2000, ce qui témoigne du sérieux de l'engagement pris par les gouvernements et les partenaires du développement pour mettre fin aux décès évitables d'enfants*», déclare Stefan Swartling Peterson, Chef du Département Santé à l'UNICEF. «*Cependant, si nous ne déployons pas d'efforts supplémentaires pour empêcher que*

davantage de nouveau-nés ne meurent à la naissance ou dans les jours qui suivent l'accouchement, les progrès accomplis resteront incomplets. Nous disposons des connaissances et des technologies nécessaires, il ne reste plus qu'à les appliquer dans les régions qui en ont le plus besoin».

Au rythme actuel, entre 2017 et 2030, 60 millions d'enfants, dont la moitié de nouveau-nés, mourront avant leur cinquième anniversaire, selon le rapport publié par l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale et la Division de la population de la DAES, qui forment le Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile. La plupart des décès néonataux sont survenus dans 2 régions: l'Asie du Sud (39%) et l'Afrique subsaharienne (38%). La moitié des décès comptabilisés a été enregistrée dans 5 pays: l'Inde (24%), le Pakistan (10%), le Nigéria (9%), la République démocratique du Congo (4%) et l'Éthiopie (3%). «*Pour réussir à mettre en place une couverture sanitaire universelle et garantir qu'un plus grand nom-*

bre de nouveau-nés survivent et s'épanouissent, nous devons atteindre les familles marginalisées», explique le Dr Flavia Bustreo, Sous-Directeur général de l'OMS en charge de la santé de la famille, de la femme et de l'enfant. «*Pour prévenir la maladie, les familles ont besoin de moyens financiers, de faire entendre leur voix et d'avoir accès*

à des soins de qualité. L'amélioration de la qualité des services et de la rapidité des soins prodigués pendant et après la naissance doit être hissée au rang de priorité».

Selon le rapport, de nombreuses vies peuvent être sauvées en réduisant les inégalités dans le monde. Si tous les pays avaient réussi à enregistrer le même taux moyen de mortalité que celui des pays à revenu élevé, 87% des décès d'enfants de moins de 5

ans auraient pu être évités et près de 5 millions de vies auraient pu être sauvées en 2016. «*En 2017, il est impensable que la grossesse et la naissance continuent de mettre la vie des femmes en danger et que 7000 nouveau-nés meurent encore chaque jour*», déplore Tim Evans, Directeur principal du pôle Santé, nutrition et population du Groupe de la Banque mondiale. «*Le meilleur indice de la réussite de la couverture sanitaire universelle est la capacité de cha-*

que mère à bénéficier de soins de santé qui soient non seulement faciles d'accès, mais aussi de qualité et abordables, afin de pouvoir garantir à son enfant et à sa famille une vie saine et productive. Pour répondre aux besoins des pays dans ce domaine, nous nous engageons à augmenter nos financements, notamment au moyen de mécanismes innovants comme le Mécanisme mondial de financement».

Au Centre hospitalier régional (CHR) d'Atakpamé

Israël aide pour un bloc opératoire et le service des urgences

Un protocole d'entente est signé à Lomé entre le Togo et l'Israël pour la création et l'installation d'une unité d'urgence et de traumatologie. Au titre de la convention, il est prévu de construire un bloc opératoire et de réhabiliter le service des urgences au Centre hospitalier régional (CHR) d'Atakpamé. L'accord est élargi à la formation du personnel médical local. Les documents ont été paraphés par le ministre de la santé et de la protection sociale, Pr Moustafa Mijiyawa, et le chef adjoint de l'ambassadeur, Yuval Fuchs, de l'Agence de coopération internationale pour le développement de

Mashav-Israël.

Du côté des officiels togolais, il est rappelé que le pays et l'Israël entretiennent de très bonnes relations, sur les plans militaire, agricole, santé, éducation, etc. Courant 2016, le président Faure Gnassingbé participait à New York à un événement spécial de haut niveau organisé par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Cette table-ronde s'inscrivait dans un mouvement de relance des relations politiques et économiques entre Israël et l'Afrique. A l'occasion, il déclarait : «*j'ai pu découvrir tout ce que Israël peut apporter à nos nations*



afriques ; l'Afrique doit trouver des solutions efficaces aux problèmes de sécurité, de santé, d'éducation et Israël est le bon

partenaire pour assurer notre développement ; nous avons des difficultés en Afrique et Israël a la solution».



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

N° 7596/17 CNSS/DG/DAICE/DRI/DFC-DCRP

COMMUNIQUE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE RELATIF AU REVERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES AUX ENSEIGNANTS

En application de la recommandation N°2 de la cellule ad hoc créée par arrêté N°2017-003/PMRT du 20 mars 2017 et placée auprès du ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative pour régler les questions de cotisations ou de prélèvements opérés sur les salaires de certains enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe les enseignants auxiliaires concernés que l'opération de rétrocession des prélèvements sera effective sur l'ensemble du territoire national du **mercredi 18 octobre 2017 au lundi 18 décembre 2017 aux guichets de tous les bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT)**.

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale tient à souligner que cette opération ne concerne que :

- les enseignants auxiliaires actifs, retraités ou décédés qui ont fini de payer les retenues rétroactives à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de mille quatre cent soixante-quatre (1.464) ;
- les enseignants auxiliaires dont le paiement des retenues rétroactives est en cours à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de quatre mille quarante-huit (4.048), soit un effectif total de 5512 enseignants auxiliaires.

Les intéressés sont invités à se présenter aux niveaux des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national, munis de leur pièce d'identité en cours de validité.

N.B. : La liste détaillée des concernés sera affichée au sein des Divisions Régionales de la CNSS et des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national.

Fait à Lomé le 16 Octobre 2017



Route d'Atakpamé 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOME - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 Télécopie : (228) 22 51 99 26

BIA-TOGO 00136280001 - 64
BTCI 05904200167 - 58
ECOBANK 7010231400063401
BOA 01002 001103970008 39

CCP - LOME 6310002011001000
BPEC 11354150018
Diamond Bank 223004172016-68
SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46

UTB 310040544004000
SIAB 01251104005071
ORABANK Lomé 030301992001-83
CORIS BANK 01001 000241024101 96

1ère édition des Rencontres Eloquentes

Les finalistes affronteront une équipe française en novembre

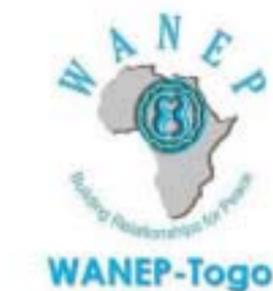
Etonam Sossou

La première édition des Rencontres Eloquentes, a tenu ses promesses le 27 octobre à l'Institut Français de Lomé. Avec pour thème « *Libres Ensemble pour la paix 2017* » cet événement initié par Wanep-Togo et Jeunesse Unie pour une Nouvelle Afrique (JUNA-Togo), rentre dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la Paix. Les rencontres éloquentes de Lomé, pour cette première édition, a opposé quatre équipes de débatteurs des Joutes Verbales Francophones, qui ont plaidé pour la liberté, la fraternité et l'humanisme, la paix, le respect, la

dignité et la sécurité pour tous.

Cette soirée a également marqué la célébration des 15 ans de Wanep-Togo et d'annonce de LA RENCONTRE ELOQUENTE TOGO-FRANCE. « *Nous avons par cette soirée outillé les jeunes au principe et bien fondé des valeurs citoyennes de paix, de liberté, de solidarité, de dignité et de sécurité, de façon ludique et dans une atmosphère très relaxe* » a expliqué Nora médjénou Noviékou, Coordinatrice Wanep Togo.

Les quatre finalistes de la rencontre de Lomé affronteront une équipe de France à Paris lors de la 33ème Conférence Ministérielle de



la Francophonie qui se tiendra en novembre prochain.

Plusieurs artistes slameurs, conteurs et musiciens ont presté au cours de la soirée pour rehausser l'évènement

Citoyenneté et civisme

Les populations de Togblékopé sensibilisées

Après Amadahomé, c'est au tour de Togblékopé, d'accueillir la sensibilisation sur les notions de la citoyenneté et du civisme, le 27

échange sur le respect des institutions de la République, les valeurs patriotiques, la participation citoyenne, le sens de solidarité, la

chargé de la formation civique. C'est une initiative du gouvernement qui vise à engager les jeunes dans l'exercice effectif d'une citoyenneté active dans la perspective du développement durable et la consolidation de la paix au Togo. « *Nous voulons par ces sensibilisations ramener les jeunes aux valeurs essentielles de la vie qui sont entre autres, le respect de la chose publique, le vivre-ensemble, l'amour du prochain* » a précisé Arime Anala, Directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Pour les intervenants le civisme et la citoyenneté, sont gages de la paix. La sensibilisation s'est achevée par des jeux questions-réponses dotés de prix.



octobre 2017. Ils étaient nombreux, en majorité des jeunes à faire le déplacement de l'Ecole Primaire Publique de la localité, pour venir

justice, la paix. Ces séances de sensibilisation sont organisées par le ministère chargé de la jeunesse et de l'emploi des jeunes et celui

Les motos taxi

Un mode de transport très privilégié par les Togolais

Difficile de se déplacer à Lomé sans emprunter une mototaxi. Le phénomène a pris de l'ampleur depuis des décennies et s'impose comme alternative aux moyens de transport conventionnels. Dans la capitale, l'activité a pignon sur rue et semble bien apporter satisfaction aux usagers. « *Avec les embouteillages, je préfère emprunter une moto pour me mouvoir et arriver à temps à ma destination* », se réjouit Jean Luc, qui en a fait son mode de transport privilégié. Au tarif de 100, 200 F voire plus, les moto taximen « pointent » en fonction de la distance du trajet. Même la conjoncture jugée difficile par certains d'entre eux, ne semble pas décourager le plus grand nombre. Au contraire, ils sont de plus en plus nombreux à en faire une activité lucrative. Jean Marc, la vingtaine dépassée dit gagner en moyenne 3000 FCFA par jour. Pour ce dernier qui exerce l'activité depuis près de cinq ans, la recette hebdomadaire versée à son patron se

situe autour de 18.000 F. Pour un métier dont il ne perçoit pas de salaire, Jean Marc dit ne pas se plaindre. Et pour cause, confie-t-il « *je m'en sors parce que je me suis entendu avec mon patron qui m'accorde une journée de travail comme rémunération par semaine* ». Une situation qui à de la peine à supporter Alain. Pour ce quadragénaire nostalgique, qui cumule une vingtaine d'années dans l'activité, ce n'est plus un secteur porteur. « *Avant la prolifération des motos, je gagnais plus de 10.000 F par jour. Mais aujourd'hui, ma recette est réduite de moitié* », se plaint-il, même s'il avoue trouver son compte en dépit de la pénibilité du travail.

Les avis restent pourtant partagés sur ce mode de transport qui cause tant de dégâts auprès des usagers. Comme le revers de la médaille, le phénomène de mototaxi est responsable de plusieurs accidents au quotidien. Et les

plus réfractaires à cette activité exigent des mesures fortes. « *Il faut que l'Etat prenne ses responsabilités en suspendant cette activité. Car ce phénomène est responsable de plusieurs accidents qui endeuillent les familles au quotidien* », pense Eliane, très courroucée après un accident de moto qui a failli lui coûter la vie. Difficile cependant de dénombrer ces mototaxis qui opèrent dans l'anarchie. Incivisme, ignorance du code de la route, les conducteurs de mototaxis sont les « *têtes brûlées* » et les intouchables dans la capitale économique. Evoluant en marge de la légalité en dépit des textes réglementaires, l'activité est devenue un mal nécessaire. L'absence d'un véritable réseau de transport conjugué à une voirie urbaine insuffisante, contribuent à renforcer ce mode de transport qui, faute de mieux, se pose comme alternative aux autres moyens de transport que sont le taxi et le bus.

Santé/Fonds Mondial

L'Afrique veut s'opposer à une éventuelle diminution des subventions

En prélude à la 38ème session du Conseil d'administration du Fonds mondial, qui se tient en novembre à Genève (Suisse), l'Afrique se prépare à faire face aux mutations que risque de connaître ledit Fonds, connu pour ses financements dirigés vers la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le sida. Parmi ces mutations, il y a des changements dans les critères d'éligibilité aux financements du Fonds mondial pour la période 2020-2022, afin d'y admettre d'autres pays bénéficiaires, ce qui n'est pas sans susciter une certaine inquiétude dans les rangs des Etats africains.

Sur le continent, d'aucuns redoutent une diminution des financements du Fonds mondial dans le prochain cycle de financement, d'où la réunion d'Addis Abeba, qui visait à accorder les violons des deux circonscriptions africaines du Fonds mondial, pour que l'Afrique parle d'une seule voix, lors du conseil d'administration de novem-

bre. Ce plaidoyer devrait porter sur le maintien comme prioritaires le fardeau des maladies et la situation économique des pays, parmi les critères d'éligibilité des Etats bénéficiaires des fonds. « *Nos pays subissent le plus lourd fardeau de ces maladies et ont en même temps des moyens économiques limités. Ces éléments ont jusqu'ici été des critères clés d'éligibilité* », soutient Fred Muwanga.

« *Les pays à faible revenu et à haut niveau de fardeau devraient rester prioritaires et être protégés contre les révisions susceptibles de réduire leur niveau de financement* », renchérit Abdoulaye Cire Anne, point focal du Fonds mondial à Dakar, au Sénégal.

Augmenter les subventions Concernant le sida, ce dernier pense même que « *le Fonds mondial doit augmenter les subventions pour la prévention du VIH (2), en*

particulier pour les jeunes femmes et les filles qui sont actuellement touchées de manière disproportionnée par les nouvelles infections à VIH ». Il justifie cette requête par le fait que « *le point de référence de l'ONUSIDA pour les allocations de dons pour la prévention du VIH est de 26% des subventions totales pour le VIH. Peu de subventions de pays ont atteint cet indice de référence* ». Mais, avec seulement deux voix (correspondant à ses deux circonscriptions) au conseil d'administration du Fonds mondial, l'Afrique a-t-elle vraiment les moyens de peser sur ses décisions ?

L'Afrique recueille entre 65% et 70% des financements du Fonds mondial. En même temps, le continent subit près de 70% du fardeau des trois épidémies. En conséquence, si la voix de l'Afrique n'est pas entendue, il y a des chances que les objectifs stratégiques du Fonds mondial ne soient pas atteints.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°461
DE LOTO KADOO DU 20 Octobre 2017

La LONATO a procédé vendredi dernier au 462ème tirage de LOTO KADOO. Lors du précédent tirage, ce sont les villes de KARA et de DAPAONG, qui ont enregistré des gagnants de gros lots.

En effet, un lot de 1.200.000F CFA et un gros lot de 1.250.000F CFA ont été remportés respectivement sur les points de 10001 basé à KARA et 1108 situé à DAPAONG.

Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA, qui ont été recensés.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 28 juillet 2017, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2017. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage des gros sont encore à enlever

-Pour la série K un lot de 2.000.000F CFA

-Pour la série W un lot de 1.500.000F CFA

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 600 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2017 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants) !

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°462 de LOTO KADOO du 26 Octobre 2017

Numéro de base

54 16 30 57 66

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°017
DE LOTO Sam du 20 Octobre 2017

La Maison de la Chance a procédé le samedi dernier au 18ème tirage de LOTO Sam. Le numéro bonus de dernier samedi du mois a permis aux fidèles parieurs d'accroître leurs chances de devenir riches.

Lors du précédent tirage de LOTO SAM, de nombreux gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire de lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA ont été enregistrés dans la plupart des villes du pays.

Toutefois, la ville de LOME, a recensé un gagnant d'un lot de 1.500.000F CFA. Le parieur a tenté sa chance auprès de l'opérateur 70331, en misant 600F sur trois numéros.

LOTO Sam

Résultats du tirage N°018 de LOTO SAM du 27 Octobre 2017

Numéro de base

Bonus

22 39 70 29 23 32

BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL



HUAWEI G POWER

CAMÉRA 5MP AVANT/
13MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+

ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)



INFINIX HOT4

CAMÉRA 5MP AVANT/
8MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED
rétro-éclairage ultra-lumineux



NUOVA HERO S

CAMÉRA 2MP AVANT/
5MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.0 pouces

MÉMOIRE RAM
2GO

EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
128GO

MÉMOIRE INTERNE
16GB



**HUAWEI
G POWER**

72.000F

MÉMOIRE RAM
1GO

EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
32GO

MÉMOIRE INTERNE
16GB



**INFINIX
HOT4**

51.000F

MÉMOIRE RAM
512MB

EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
16GO

MÉMOIRE INTERNE
8GB



**NUOVA
HERO S**

31.000F

*Disponible
dans toutes
nos agences
et boutiques*



Bluetooth®



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015